

Tout cela a commencé bien avant que nous venions au monde. Cependant, c'est nous qui avons hérité du problème. Peut-être y a-t-il là une leçon à tirer pour les parlementaires. Ce serait bien si de temps à autre nous parvenions à régler quelques problèmes sans en créer de nouveaux pour les générations à venir. Les parlementaires d'autrefois ont mis en tutelle les autochtones et les territoires qui leur étaient réservés, en conformité de l'article 91(24) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En agissant ainsi, ils ont fait fi d'un principe déjà en vigueur. Les Pères de la Confédération, les parlementaires et les autorités chargées des prises de décisions ont choisi de ne tenir aucun compte du principe directeur que constituait la Proclamation royale de 1763. Quel était donc ce principe directeur? Il n'était ni très compliqué ni très difficile à comprendre. Il disait simplement aux parlementaires de reconnaître les gouvernements autochtones: puisqu'ils existent, reconnaissez-les. Il invitait les parlementaires à en venir à un accord de gouvernement à gouvernement par voie de négociations. Ce principe était-il donc si difficile à comprendre? Pourtant, ils n'en ont tenu aucun compte.

Ce n'est que depuis le début des années 80 que nous faisons un effort, si modeste soit-il, pour intégrer les autochtones à la Confédération et en faire des partenaires à part entière. N'est-ce pas là ce que nous désirons tous? La constitution rapatriée reconnaît les droits des autochtones sans les définir. La démarche constitutionnelle vise précisément à les définir. Cette démarche a échoué elle aussi. Pourquoi ce qui concerne les autochtones est-il toujours voué à l'échec? Nous réussissons dans beaucoup d'autres domaines, mais nous échouons immanquablement chaque fois que nous tentons de faire quelque chose pour ces gens-là.

La dernière conférence des premiers ministres qui a eu lieu en avril de cette année n'a été qu'une campagne de relations publiques, comme peuvent en témoigner ceux qui y ont assisté en personne ou par le truchement de la télévision. Nous devons reconnaître que nous nous sommes servis des autochtones lors de cette conférence. Ils faisaient penser à des accessoires dans une pièce dont le thème pourrait s'énoncer ainsi: «voyez comme notre nouveau premier ministre sait bien s'entendre avec ses homologues provinciaux». Il n'y a absolument rien de mal à bien s'entendre avec les gouvernements provinciaux, mais, bonté divine! ne nous donnez pas l'impression que ce sont les premiers ministres provinciaux qui dirigent le pays. Il n'y a rien de mal à bien s'entendre avec les gouvernements provinciaux pourvu que l'on en arrive à quelque chose de tangible, de concret et d'utile. Si l'on ne réussit qu'à s'accorder à dire que l'on aime sa maman et ses tartes aux pommes parfumées à la cannelle, la bonne entente, la concorde et la bonne volonté ne servent pas à grand-chose.

On a peut-être réalisé quelques bien modestes progrès lors de la dernière conférence des premiers ministres, mais si on y regarde de plus près, on verra que cet accord sur lequel un certain nombre des premiers ministres étaient prêts à s'entendre était si faible et si dilué qu'il ne comportait rien qui soit de quelque valeur ou intérêt pour les autochtones, qui ont eu bien raison de le rejeter. Bien sûr qu'ils l'ont rejeté. En fait, certains prétendent qu'il n'aurait pas constitué un progrès, aussi minime soit-il, mais bien un recul.

Les subsides

Les dernières élections fédérales se sont faites autour du slogan «C'est le temps que ça change». D'accord, mais pour en arriver à quoi? Le chef du parti progressiste conservateur qui est maintenant devenu le premier ministre du Canada (M. Mulroney) s'est comporté comme un représentant d'agence immobilière. Il a parcouru le pays en disant que nous devons abandonner notre maison pour emménager dans une autre. Peut-être est-il bon de le faire de temps à autre, mais il y a deux ou trois questions qu'il faudrait se poser. De quoi cette nouvelle maison aura-t-elle l'air? Quels sont les plans de cette nouvelle maison où le premier ministre veut nous voir habiter? Et à propos, combien coûtera-t-elle?

Nous a-t-on mis au courant de ces plans de changement durant la campagne électorale? Non, ceux qui préconisaient le changement ou bien ne les connaissaient pas, ou bien les tenaient absolument secrets. Nous ne les connaissons toujours pas, mais les Canadiens ont voté pour le changement. Ce n'est qu'à présent que les architectes et certains de leurs dessinateurs commencent à les dévoiler ou à les divulguer en catimini. Ils divulguent les plans en provoquant des fuites, et cela vaudra à certains d'entre eux, je le suppose, de se retrouver en prison. Voilà comment nous avons réussi à mettre la main sur le rapport «Buffalo Jump» de M. Nielsen sur les autochtones.

Le ton et la forme de ce rapport ne ressemblent en rien aux belles paroles prononcées par le premier ministre lors de la conférence des premiers ministres. Dans ce document on attache de l'importance à de tout autres questions que celles dont traite le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien (M. Crombie), le joyeux vagabond qui se déplace un peu partout dans le pays en promettant aux chefs autochtones de les aider à réaliser leurs aspirations. Les projets que renferme le rapport «Buffalo Jump» de M. Nielsen sont très différents. Ils sont lugubres et sont loin de prévoir une nouvelle structure dynamique dans le cadre de laquelle pourraient évoluer les autochtones.

L'heure est au changement. Les projets et avant-projets que l'on nous soumet ne nous plaisent guère jusqu'à présent. Nous en craignons également le coût, qui sera dévoilé le 23 mai, jour de la présentation du budget. A mon avis, nous ferions mieux de nous préparer à payer beaucoup plus pour obtenir beaucoup moins.

Pour mes collègues ministériels mes observations témoignent sans aucun doute de l'attitude négative d'un député de l'opposition. Ce n'est pas le cas. Je voudrais faire état à la Chambre d'un communiqué émis par l'Assemblée des Premières nations, l'une des associations indiennes les plus éminentes au Canada. Dans un document publié récemment par cet organisme, il est dit ceci:

Le premier ministre, de concert avec ses collègues ministériels... a conçu dans un document le projet cynique de se défaire des Premières nations en tant que peuple différent au sein de la fédération canadienne. Il est fait état de ce projet dans un mémoire du cabinet daté du 12 avril 1985. On a donné comme nom à ce projet celui de «The Buffalo Jump of the 1980's». Le 18 avril 1985, le premier ministre a renié le rapport Nielsen. Or les initiatives que son gouvernement prend à l'heure actuelle prouvent sans équivoque qu'il n'a pas l'intention de retirer le mémoire Nielsen présenté au cabinet.

Dans ce mémoire, est exposée une stratégie scandaleuse visant à assimiler les Indiens dès la présentation du discours budgétaire de 1985. La «Stratégie de communication» exposée dans ce document révèle que le gouvernement projette de dire aux Indiens et aux Canadiens certaines choses mais d'adopter des mesures visant à faire précisément le contraire.